ASSEMBLÉE NATIONALE

1er février 2023

PLFRSS POUR 2023 - (N° 760)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 5324

présenté par

Mme K/Bidi, Mme Bourouaha, M. Brotherson, M. Castor, M. Chailloux, M. Chassaingne, M. Dharréville, Mme Faucillon, M. Jumel, M. Le Gayic, Mme Lebon, M. Lecoq, M. Maillot, M. Monnet, M. Nadeau, M. Peu, M. Rimane, M. Roussel, M. Sansu, M. Tellier, M. William et M. Wulfranc

ARTICLE 10

Supprimer les alinéas 11 à 13.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement nous souhaitons déconditionner l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) à son remboursement par les héritiers. Nous considérons que cela n'est pas aux enfants dont les parents avaient de très faibles revenus de rembourser cette allocation. En effet cela entraîne pour beaucoup d'entre eux la perte de leur héritage. Cette allocation de solidarité doit l'être véritablement, sans recouvrement des sommes allouées.

A La Réunion, l'Insee rappelle que sont perçues les pensions de retraite les plus faibles des régions françaises : elles représentent en moyenne 28 % de moins que dans l'Hexagone. Les causes sont multiples : carrières incomplètes qui entraînent des départs à la retraite plus tardifs, une activité des femmes plus faible, des salaires de référence plus faibles ou encore parfois un non-recours à l'Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées.

Ce non-recours à l'Aspa s'explique par les conditions de remboursement lors de la succession. Des Réunionnais âgés ne font pas appel à l'Aspa par peur de mettre en danger l'héritage destiné à leurs enfants. Car le besoin de léguer un bien à ses enfants dépasse pour eux le souci de vivre décemment sa propre vieillesse. Les personnes âgées les plus démunies ne devraient pas avoir à faire ce choix.

Dans le titre II qui contient l'article 10 ici examiné, le gouvernement veut « renforcer la solidarité de notre système de retraite », cet amendement va dans ce sens.